

Dans son bastion de Saint-Denis, le PCF file tout droit vers une défaite historique

5 JUIN 2020 PAR **PAULINE GRAULLE**

Du fait de la présence du militant antiraciste Madjid Messaoudene, jugé « *clivant* », le maire communiste sortant n'a pas fusionné avec les Insoumis au second tour des municipales. Le socialiste Mathieu Hanotin se voit ouvrir un boulevard pour conquérir la dernière grande ville rouge de France.

Cela ressemble à une terrible fin de règne. Ces dernières heures, dans les rangs du PCF de Saint-Denis (93), la circonspection se mêlait à la tristesse. Et peut-être aussi, déjà, au remords : « *C'est du gâchis* », avouait le maire sortant, Laurent Russier. « *Tout s'est mal goupillé, et oui, il est possible qu'on ait du mal à remonter la pente* », glissait, piteux, un élu de sa majorité. « *C'est affligeant, ça finit en eau de boudin. On passe pour une bande de pieds nickelés et c'est mérité* », disait un autre. « *Est-il encore possible de sauver Saint-Denis ? Bonne question...* », confiait quant à lui le député La France insoumise de la circonscription, Éric Coquerel, qui se gardait bien d'y répondre.



Laurent Russier, maire de Saint-Denis, en veste noire sur chemise blanche, lors d'une distribution alimentaire le 17 avril. © Yann Castanier / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Les municipales 2020 à Saint-Denis resteront dans les annales comme le théâtre d'un divorce « *pathétique* » à gauche, au moment même où la ville, touchée comme aucune autre par la crise sanitaire du Covid-19 (et ses conséquences économiques et sociales), aurait eu besoin d'unité.

Le Parti communiste d'un côté ; La France insoumise de l'autre ; incapables de s'allier au second tour pour barrer la route à leur adversaire commun, le socialiste Mathieu Hanotin, désormais à deux doigts d'accomplir son rêve : celui de ravir au PCF son plus beau bijou municipal.

La raison de ce fiasco, aux conséquences potentiellement dramatiques pour le communisme français ? Ni les questions programmatiques dans la ville ou la communauté de communes, ni même la guerre des postes. Mais un militant antiraciste jugé trop « *clivant* » : Madjid Messaoudene, candidat sur la liste de LFI conduite par Bally Bagayoko.

« *J'essaie de trouver du rationnel dans cette histoire, mais franchement, je n'y arrive pas* », déplore aujourd'hui Éric Coquerel, qui a sans doute du mal à avaler que LFI se retrouvera sans aucun élu dans cette ville, pourtant très convoitée par le mouvement de Jean-Luc Mélenchon.

Pour tenter de comprendre, il faut remonter à la campagne du premier tour. Avant le 15 mars, l'espoir est encore permis. La majorité communiste, qui se sait fragile, a scellé un accord avec les écologistes locaux.

La décision de Bally Bagayoko, ancien communiste passé à LFI, de conduire une liste concurrente à gauche, n'est certes pas une bonne nouvelle : la division peut coûter cher. Mais après tout, l'accord qui – pense-t-on alors – sera ficelé sans mal entre les deux nuances de rouge, offrira une précieuse réserve de voix pour tenter de faire barrage aux roses au second tour...

Les résultats du 15 mars, bien que redoutés, sont un coup de semonce. Sur fond d'abstention record (près de 70 %), le candidat sortant Laurent Russier, avec ses petits 24 %, réalise le pire score de l'histoire du communisme dionysien. Son ancien adjoint, Bally Bagayoko, totalise, lui, 18 % des voix sous les couleurs de La France insoumise. Quant à Mathieu Hanotin, il terrasse ses adversaires : avec 35 % des voix, il est largement en tête.

La fusion entre le PCF et LFI tombe sous le sens : il s'agit de barrer la route à celui qu'Insoumis et communistes accusent à l'unisson de vouloir chasser les classes populaires hors de Saint-Denis pour « gentrifier » la ville.

Un protocole d'accord est finalisé le 31 mai, après plusieurs « *rounds* » de négociation, entre les deux formations (*lire [ici](#) l'article du Bondy Blog qui revient en détail sur le sujet*).

Sur le programme, il est à l'avantage des Insoumis : instauration d'un référendum d'initiative partagée, accord sur les points de blocage du carrefour Pleyel ou sur le quartier du Franc-Moisin, mais aussi sur la régie de l'eau, ou la transparence sur l'attribution des HLM... « *On leur a tout cédé !* », résume un communiste. La répartition globale des postes à la proportionnelle, tout comme le délicat point de la gouvernance de Plaine Commune (la puissante communauté de communes) sont également à peu près actés.

Et puis, patatras. La semaine dernière, les relations entre communistes et Insoumis se dégradent soudainement. La pomme de discorde : la présence, en position pourtant non éligible sur la liste de Bally Bagayoko, de Madjid Messaoudene.

Ce dernier n'est pas un inconnu de la majorité communiste, bien au contraire : élu au conseil municipal de Saint-Denis depuis douze ans, il s'est vu confier par l'ancien maire Didier Paillard, puis par Laurent Russier, la délégation de l'égalité des droits et de la lutte contre les discriminations à la Ville. Un travail qui n'a, selon les communistes locaux eux-mêmes, « *jamais posé problème* ».

Sauf que Madjid Messaoudene, militant antiraciste, anti-discriminations et contre les violences policières, co-organisateur de la marche du 10 novembre contre l'islamophobie, n'est pas du genre à mâcher ses mots. Plutôt à débouler dans les manifs avec son écharpe tricolore – ce qui a le don d'irriter le PCF dionysien – et à croiser le fer sur les réseaux sociaux. Clashes, bourdes, provocations sur le fil... Parfois, ça tombe du pire côté, comme en 2012, où il ironise sur l'instrumentalisation de l'assassinat terroriste antisémite d'enfants à Toulouse (*lire [ici](#)*) – ce qu'il dira « *regretter chaque jour* ».

Plus tard, ses prises de position contre l'islamophobie lui valent d'être la cible de l'extrême droite et du Printemps républicain. Mais aussi d'une partie de la gauche, qui n'a toujours pas réglé son rapport à l'islam.

En novembre 2019, un portrait au vitriol lui est consacré dans les colonnes de *Marianne*, l'hebdomadaire peinant toutefois à dépasser les arguties pour apporter les preuves de la supposée « *prédilection* » du militant pour « *la remise en cause de laïcité* ».

Ambiance glaciale

Toujours est-il qu'au fur et à mesure que la campagne des municipales s'embourbe à Saint-Denis, le « *problème Madjid* » prend de l'ampleur. Plus les communistes locaux – eux-mêmes divisés sur son cas – sentent se resserrer l'écart entre Mathieu Hanotin et Laurent Russier, plus la panique s'installe.

Par-dessus tout, on craint – à tort ou à raison – que Mathieu Hanotin, qui a souvent le mot « *communautarisme* » à la bouche, utilise le « cas Messaoudene » pour jeter la suspicion sur la majorité sortante.

« *Madjid aurait été notre talon d'Achille, c'était impossible de l'avoir sur notre liste* », avance un adjoint à la mairie qui s'inquiète en réalité davantage de « *l'image* » de l'élu que de ses réels desseins.

Le week-end dernier, soixante-douze heures avant la date du dépôt des listes en préfecture pour le second tour, l'affaire remonte en haut lieu. Les deux députés du coin, le communiste Stéphane Peu et l'Insoumis Eric Coquerel, renâclent à entrer dans le borborygme. Finalement, le second y consent, conseillant à Laurent Russier d'organiser une rencontre pour crever l'abcès et trouver rapidement un accord sur l'ordonnancement des noms de la liste d'union.

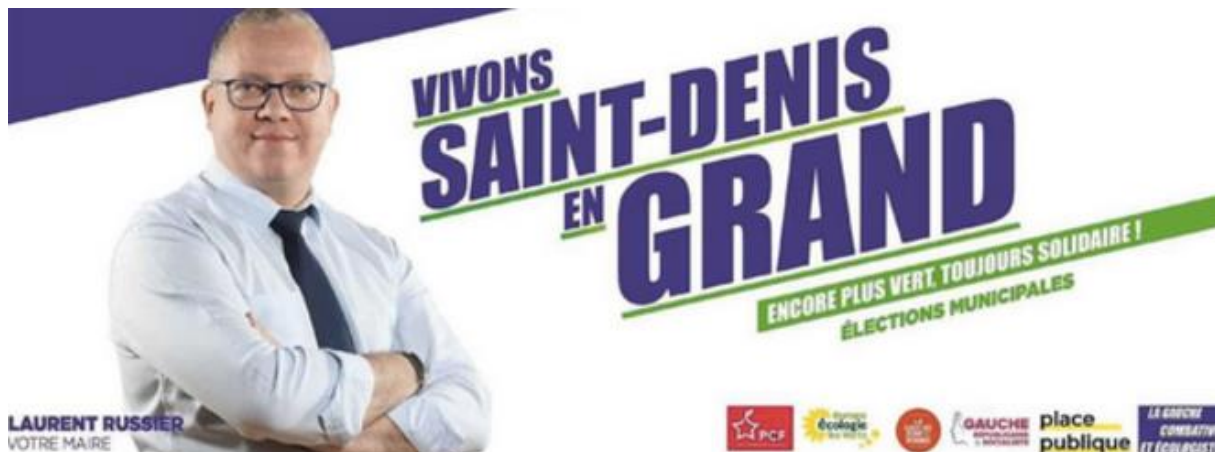
Dont acte. Mardi 2 juin, quatre heures avant le dépôt des listes pour le second tour, Bally Bagayoko, Madjid Messaoudene, David Proult (adjoint à l'urbanisme) et Laurent Russier se retrouvent autour de la grande table du bureau du maire.

L'ambiance est glaciale. L'édile ouvre la discussion (que Mediapart a pu reconstituer en détail). Il reproche à son élu chargé de la lutte contre les discriminations ses « *prises de positions* [sur les réseaux sociaux – ndlr] *toujours à la recherche de la provocation, qui ne sont pas de nature à rassembler sur l'islamophobie, la laïcité ou l'égalité femmes/hommes* ».

Le communiste David Proult signifie à Madjid Messaoudene que sa seule présence sur une liste commune entre le PCF et LFI pourrait « *faire perdre 300 ou 400 voix* ». Il l'interroge ensuite sur son rapport au délit de blasphème – un sujet auquel il se dit attaché...

L'accusé se défend, « *abasourdi* », ne comprenant pas bien ce qu'on lui reproche. Il précise alors que « *la critique de l'islam est possible et souhaitable* ». Il explique que le PCF fait un calcul perdant, avertit que « *c'est un acte important de demander la tête d'un militant antiraciste* » et que les électeurs de Bally Bagayoko lui feront payer sa décision. Mais rien n'y fait.

À ses côtés, la tête de liste a dénoncé d'emblée un « *débat de caniveau hallucinant, irresponsable* », reprochant aux communistes « *d'ouvrir un front qui va laisser des traces énormes* ». Bally Bagayoko dit « *enten[dre] les remarques* », mais désapprouve « *la méthode* » qui a rompu « *le pacte de confiance* ».



Saint-Denis, le 2 juin 2020

Les Dionysien.ne.s ont besoin que Saint-Denis reste une ville vraiment à gauche

Depuis le début de la campagne pour les élections municipales, je n'ai eu de cesse d'appeler de mes vœux le rassemblement des forces politiques de gauche et des écologistes ainsi que de tous les Dionysien.ne.s qui sont attaché.e.s à leur ville et à la solidarité qui la caractérise.

Si ce rassemblement n'a pu avoir lieu dès le premier tour comme je le souhaitais, j'ai continué de tout mettre en œuvre pour qu'il puisse voir le jour lors du second.

Dans cette optique, mon équipe et moi-même avons travaillé sans relâche avec celle de Bally Bagayoko et de la liste *Saint-Denis en Commun* pour trouver un accord qui permette de faire front commun face à la crise sanitaire et sociale que nous traversons et pour répondre ensemble aux besoins et urgences des Dionysien.ne.s.

Ces échanges se sont déroulés dans le respect des sensibilités et des priorités de chacun et nous ont permis de constater nos nombreuses convergences, et d'en construire de nouvelles, tant sur le projet et les propositions programmatiques que sur les équilibres devant guider la composition de la future liste de rassemblement que nous voulions porter ensemble.

Bally Bagayoko lui-même jugeait, dans *Le Parisien* du 2 juin, que « cet accord est un bon accord pour les Dionysiens ».

Quant à la composition de la liste, j'ai accepté les nombreuses propositions portées par la liste *Saint-Denis en Commun* en leur accordant notamment les deuxième et troisième places sur celle-ci. Dès mon premier entretien avec Bally Bagayoko, j'ai cependant posé une condition. Je ne souhaite pas la présence de Madjid Messaoudene sur la liste que je conduis. Dans une ville aussi complexe que Saint-Denis, la bonne conduite des affaires municipales ne peut pas se faire sereinement avec une personne habituée à créer des polémiques et de la division sur des sujets qui méritent avant tout du dialogue, de la réflexion et du rassemblement.

En effet, Madjid Messaoudene a pris, depuis plusieurs années, des positions clivantes sur des sujets forts de notre société et très prégnants à Saint-Denis : la laïcité, la place des religions, les rapports police / population, l'égalité femmes / hommes en particulier. Ces sujets font l'objet de nombreux débats à Saint-Denis, tant dans la sphère publique que privée, car ils touchent au quotidien d'un très grand nombre de Dionysien.ne.s. Je porte des convictions fortes sur chacun de ces sujets et suis totalement ouvert à l'échange et au dialogue. Cependant, ces sujets ne peuvent pas faire l'objet, par un élu dionysien, d'instrumentalisation, de coups médiatiques ou de points de ruptures avec une partie de la population. Par ces agissements, Madjid Messaoudene a mis plusieurs fois la municipalité devant le fait accompli et a associé injustement la Ville de Saint-Denis à ses prises de positions personnelles. Je m'en suis entretenu à plusieurs reprises avec lui, sans réel changement.

Communiqué de Laurent Russier, le 2 juin au soir.

Il refuse catégoriquement de donner la tête de son colistier, mais annonce qu'il ne « plantera pas de couteau » dans le dos des communistes et ne se maintiendra pas au second tour. Puis il sort sa proposition de liste ordonnancée qu'il avait préparée, et la déchire : la rupture est consommée. La fusion entre les deux listes n'aura pas lieu. Quelques heures plus tard, alors que Madjid Messaoudene a rejoint la manifestation contre les violences policières devant le tribunal de grande instance de Paris, un rocambolesque chassé-croisé a lieu devant la préfecture de Bobigny. Les téléphones sonnent dans tous les sens. Finalement, Madjid Messaoudene est d'accord pour se

retirer. Trop tard : le PCF a déjà déposé sa liste. Seul. Le soir même, la guerre entre Insoumis et communistes est rendue publique par Laurent Russier. À 21 heures, le maire publie un communiqué de presse où il déplore que « *Bally Bagayoko a[it] souhaité maintenir coûte que coûte Madjid Messaoudene* » qui userait de « *coups médiatiques* » pour faire valoir ses « *positions personnelles* » au détriment de l'équilibre précaire de la ville sur des sujets tels que la laïcité ou le rapport femmes/hommes.

Une position saluée alors publiquement par un des cofondateurs du Printemps républicain, Gilles Clavreul, sur Twitter.

Madjid Messaoudene répond sur son blog le lendemain : « *La vérité, c'est que tu as choisi de t'aligner sur ta base la plus réactionnaire et raciste.* »

Depuis, communistes et Insoumis ne cessent de se renvoyer la responsabilité de la division, comme s'ils anticipaient honteusement la défaite. Deux camps qui – ironie de l'histoire – sont désormais d'accord sur un point : « l'affaire Messaoudene » ne serait qu'un « *prétexte* » à la rupture !

Chez Bally Bagayoko, on accuse le maire sortant d'avoir voulu rompre l'accord du second tour parce qu'il aurait perdu sa majorité au conseil municipal ; chez Laurent Russier, on soupçonne le chef de file de La France insoumise de n'avoir en réalité pas réussi à constituer une liste – la fameuse, déchirée sous ses yeux –, à la suite des départs d'un certain nombre de ses colistiers de « Saint-Denis en commun », mécontents de la répartition des postes.

Partout, les hypothèses vont bon train : l'entourage « *gauchiste* » de Bally Bagayoko, qui ne sera donc plus élu au conseil municipal, avait-il vraiment la volonté d'accéder aux responsabilités ou a-t-il sciemment joué la défaite pour mieux reprendre la main de l'extérieur ? Bally Bagayoko, lui, dénonce en retour la « *stratégie du suicide* » du PCF...

Pendant ce temps-là, Mathieu Hanotin, tout à son projet de se « *débarrasser du système communiste à Saint-Denis* » jubile sous cape : « *Je pensais que l'alliance exploserait avant le 28 juin, car l'accord donnait trop de pouvoir aux Insoumis par rapport aux communistes. Mais là, j'avoue que je ne m'attendais pas à ça !* »

« *Cette histoire va avoir des conséquences désastreuses sur la suite. Comment va-t-on pouvoir faire l'union aux départementales et aux régionales ?* », craint un bon connaisseur de la politique locale. « *En réalité, le péché originel, c'était la division au premier tour du fait de La France insoumise, ajoute un communiste, qui aurait préféré une alliance globale entre les deux organisations sur l'ensemble du département. Loin de créer une dynamique politique, elle n'a fait qu'envenimer les relations entre les candidats.* »

En attendant la suite, reste pour les communistes à remonter la pente d'ici au 28 juin. Laurent Russier, « *meurtri* » par la séquence, se persuade qu'une campagne « *projet contre projet* » avec Mathieu Hanotin permettra de remettre les pendules à l'heure. Et veut croire que la crise du Covid-19 donnera gain de cause au projet communiste en faisant oublier au passage les déchirements fratricides. Pas gagné.